

Efraín Jaramillo

Le recensement de 2005 a enregistré 1 378 884 autochtones (3,4 % de la population du pays), répartis entre 87 peuples, qui habitent dans des écosystèmes aussi différents que les Andes, l'Amazonie, le Pacifique, les Llanos orientaux et la péninsule désertique de La Guajira. 80 % des autochtones du pays se concentrent dans les départements andins du Cauca et du Nariño et dans La Guajira, où pourtant se trouvent seulement quelques peuples. La majorité des peuples autochtones (70) habitent dans des régions comme l'Amazonie ou l'Orénoque où la densité démographique est très faible et le niveau de dispersion résidentiel haut. Plusieurs d'entre eux sont en voie d'extinction. Le cas du peuple nomade Nukak Makú est particulièrement douloureux. Déplacés et presque exterminés, moins de 500 d'entre eux survivent aujourd'hui (en 1990, ils étaient 1 400). La colonisation, la coca, l'élevage, le narcotrafic et les acteurs armés consomment cet ethnocide.

Les *resguardos* (réserves) autochtones occupent près d'un tiers du territoire national, et une grande partie d'entre eux est assiégée par des entreprises pétrolières, minières, bananières, de culture de la palme, par des entreprises extractrices, d'élevage et de cultures illicites.

La Constitution politique de 1991 a reconnu les droits fondamentaux des peuples autochtones et a ratifié la Convention 169 de l'OIT (aujourd'hui Loi 21 de 1991). Après s'être abstenu lors du vote sur la Déclaration sur les droits des peuples autochtones lors de l'Assemblée générale des Nations unies en 2007, la Colombie a revu sa position et a approuvé la Déclaration en 2009.

L'année 2010 restera gravée dans l'histoire de Colombie comme la fin de l'ère Uribe. Le 26 février 2010, la Cour Constitutionnelle a fait connaître la sentence C-141/10, qui rendait inapplicable la loi 1354 de 2009, par laquelle était convoqué un referendum constitutionnel pour réformer une fois de plus la Constitution nationale et permettre à Álvaro Uribe Vélez de se présenter pour la troisième fois à la présidence de la République. Par ce jugement, la Cour Constitutionnelle a mis un frein à la consolidation d'un régime personnalisé qui, en deux périodes présidentielles avait accumulé un pouvoir excessif, menaçant de supprimer la démocratie libérale. Ainsi, la Cour Constitutionnelle s'est constituée en principal protagoniste de l'histoire récente de Colombie. Et,

comme le signale Alejandro Gaviria Uribe, « habituellement, les protagonistes de l'histoire ne sont pas ceux qui réalisent des exploits hors du commun mais ceux qui ont le courage de faire ce qu'il faut quand il faut »¹.



Le contexte politique du nouveau gouvernement

Juan Manuel Santos, le nouveau Président des Colombiens, est considéré comme le successeur politique d'Álvaro Uribe Vélez. Il a été son principal collaborateur au cours des huit années de son gouvernement. En premier lieu, comme fondateur du parti d'Uribe (parti de la U) et en second lieu comme ministre de la Défense. Durant sa campagne présidentielle, Santos a promis de

donner une continuité aux politiques du président Álvaro Uribe Vélez, et en priorité à la politique de « Sécurité Démocratique ».

Pour ses critiques, il reterait un subordonné du régime d'Uribe, qui continuerait à démanteler les droits acquis des Colombiens au travers de luttes éprouvantes et qui, tout comme les droits des peuples autochtones, ont été reconnu par la Constitution. Il se maintiendrait les yeux bandés ignorant les violations des droits de l'Homme et des atteintes aux lois commises par la force publique contre la population civile, parmi lesquelles les dénommés « faux positifs »². Il continuerait à défier les hautes cours de la branche judiciaire et poursuivrait, à la façon d'Uribe, son attitude agressive envers ses voisins Chávez et Correa. Les Colombiens l'ont élu au second tour avec 9 004 221 votes (68,9 %), le plus haut vote enregistré jusqu'alors pour un candidat à la présidentielle en Colombie.

En cela, il a surpris le pays une fois au pouvoir ; Santos aurait pris un tournant radical, mettant ainsi un point final au style de gouvernement d'Uribe. Sa première action en tant que président élu a été de visiter la Cour Constitutionnelle pour honorer ses recours³ et manifester le respect inconditionnel du gouvernement à ses sentences. Santos clôturait ainsi les désaccords créés par Uribe entre le pouvoir judiciaire et le pouvoir exécutif. Et en moins d'une semaine, il a réussi à établir un programme de rencontres pour rétablir les relations diplomatiques et commerciales avec le Venezuela et l'Équateur.

Fait significatif de ce changement, Santos a accepté la proposition de Gustavo Petro, candidat présidentiel du *Polo Democrático* (parti qui regroupe différentes tendances de gauche) sur un projet de Loi des « victimes » et de « restitution des terres » concernant près de quatre millions de déplacés par la violence. Et, de façon inhabituelle, ce fut lui, en personne, qui présenta ce projet de Loi au Congrès, en lui donnant la priorité pour son approbation et en signalant qu'exécuter cet engagement envers les victimes de la violence justifiera son action à la Présidence. Pour ne laisser aucun doute sur sa dette envers les victimes, il a nommé comme ministre de l'Agriculture un homme politique respectable du parti conservateur, Juan Camillo Restrepo, chargé d'impulser une « loi des Terres », dont l'esprit irait au-delà de la récupération des terres usurpées par la violence et leurs restitutions à leurs propriétaires légitimes, pour changer l'usage du sol en faveur de l'agriculture, ce qui permettrait d'en terminer avec les grandes et improductives exploitations d'élevage et de recomposer l'économie paysanne, en réintégrant dans les campagnes les paysans déplacés par la pauvreté.

La fin de cet épisode de l'ère post-Uribe commence à peine. Alors que le Polo Democrático est fragilisé par des divisions internes⁴, pour le moment, ce qui s'entrevoit est que la seule opposition réelle au gouvernement Santos vient, paradoxalement, de l'ex-président Álvaro Uribe. Ce dernier, les secteurs les plus

rétrogrades du pays (propriétaires terriens, cultivateurs de palme, entreprises extractrices de ressources) et leurs alliés paramilitaires⁵ s'apprêtent à entraver les procédures de la Loi des terres et de celle des victimes, en cherchant à empêcher que soient restituées les terres aux déplacés par la violence et, bien sûr, que soient introduits des changements dans la structure de la propriété de la terre.

Les changements introduits par Santos, plutôt que révolutionnaires, ont pour finalité de rétablir l'État libéral, annihilé par le gouvernement précédent. Ce processus n'en est pas moins intéressant car il a ravivé un débat sur l'État, la qualité de notre démocratie et le rôle que doivent jouer les organisations sociales, les partis politiques ainsi que toutes les institutions de la société civile pour dépasser une violence ininterrompue qui, depuis les années 1950, a causé la mort de près de 800 000 personnes et qui, comme l'a documenté la Fiscalía générale de la Nation, a causé entre juin 2005 et décembre 2010 173 183 cas d'homicides, 34 467 disparitions forcées, le déplacement massif de 74 990 personnes des communautés et le recrutement par les paramilitaires de 3 557 mineurs⁶, sans compter les données sur les homicides, les disparitions forcées et les enlèvements commis par les guérillas.

Le programme économique du gouvernement Santos contre la pauvreté

L'économiste argentin, Bernardo Kliksberg, expert du thème de la pauvreté, se demande pourquoi dans un pays comme la Colombie, avec autant de biodiversité, de sources d'eau abondantes, de climats excellents et variés, aux sols exubérants et aux exceptionnelles possibilités agricoles, près de la moitié de sa population (20 millions) se trouve en dessous du seuil de pauvreté. Un chiffre scandaleux pour un pays potentiellement riche. Le gouvernement précédent s'est vanté de son habileté à maquiller cette réalité et à cacher la tragédie que vive la moitié des Colombiens. Il a avant tout empêché d'avancer vers une définition plus intégrale de la pauvreté, qui révélerait qu'elle est un produit de l'exclusion sociale, économique, culturelle et politique, que les paysans, les autochtones, les afro colombiens et les autres secteurs de la campagne supportent avec le plus de rigueur, et qu'elle n'est pas uniquement la conséquence d'une impétueuse guérilla qui a paralysé le pays. Nous plaçons ainsi la pauvreté sur un plan plus large de négations des droits et des garanties. Nous commençons, nous les Colombiens, à prendre conscience que quelque chose fonctionne mal dans la démocratie colombienne, puisqu'on ne peut pas garantir des relations inclusives, d'égalité, de respect et de protection des droits de l'Homme pour les secteurs les plus pauvres du pays.

La pauvreté s'est ainsi transformée en un sujet incontournable du programme politique du gouvernement de Juan Manuel Santos. De là vient la devise de sa campagne présidentielle : « de la sécurité démocratique à la

prospérité démocratique ». Le thème de la pauvreté prend encore plus d'importance alors que, en raison des intempéries, un tiers du pays où l'on trouve les meilleures terres agricoles est inondé par des pluies torrentielles déchaînées par le dénommé « phénomène de la niña », ajoutant aux quatre millions de déplacés par la violence trois autres millions de « déplacés climatiques ». Des experts estiment qu'une fois les eaux retirées (ce qui peut durer un an), la récupération de ces terres pour la production agricole peut prendre une dizaine d'années.

Sans ressources « fraîches » pour aborder son programme économique d'attention aux victimes de la violence et aux nouveaux déplacés, le gouvernement Juan Manuel Santos, selon la même logique qu'Álvaro Uribe, espère obtenir un support financier pour ces programmes avec le développement de l'exploitation minière. « De la musique céleste », disent les experts, puisqu'il n'existe pas des recettes aussi abondantes dans le cadre des royalties une grande partie de celles-ci étant englouties dans les allègements de taxes que le précédent gouvernement a concédé aux entreprises⁷. De plus, INGEOMINAS, l'organisme d'État chargé de les contrôler, n'a jamais mis en pratique les mécanismes de suivi, d'examen et de contrôle pour vérifier la production et les coûts, base de calcul des impôts dus à l'État. La contrôlease générale de la Nation, récemment entrée en fonction, a révélé l'indifférence chronique de la Contraloría⁸ à protéger ces ressources fiscales de l'avidité d'élus régionaux et locaux corrompus, protégés par leurs mentors et chefs paramilitaires. Jusqu'à présent, le gouvernement ne voit pas bien la route à suivre pour affronter cette évasion fiscale. Et quelque chose d'étrange doit être en train de se passer au sein du nouveau gouvernement, alors que les avantages fiscaux restent en vigueur pour attirer les investissements étrangers dans le secteur minier. Des « veines ouvertes » par lesquelles s'évapore la richesse du pays, alors que la cotation de l'or a atteint un record historique (1 380 dollars par once en novembre 2010) et que de nombreuses entreprises extractrices reviennent, passant d'« une rapine » à une autre, pour se précipiter avec voracité sur les fleuves et les montagnes à la recherche du métal précieux, considéré pour le moment comme l'unique et la plus sûre monnaie mondiale permettant aux pays d'affronter l'inflation et la dévalorisation du dollar.

Dans un futur proche, une nouvelle fraude se prépare pour les victimes de la violence et les pauvres de la campagne, alors qu'il est démagogique de présenter le secteur minier comme « la locomotive du développement économique » qui générera les ressources pour le dédommagement et le salut économique des déplacés par la violence et le climat. Il est bien plus certain que, comme tant de fois dans l'histoire, le train de « la prospérité démocratique » ne s'intéressera pas aux déplacés, aux autochtones, aux noirs, aux paysans et aux autres pauvres de la campagne. Ou partira sans eux, puisque l'on sait que l'activité minière ne génère pas de développement, mais dilue la richesse

ichtyologique des fleuves avec le cyanure et le mercure. « L'exploitation minière illégale est en train de nous empoisonner », déclare Beatriz Uribe, la ministre de l'Environnement⁹. La mine légale aussi, car, comme elle-même l'a reconnu, il existe 571 titres miniers attribués sur 230 000 ha où il est interdit de développer des projets miniers¹⁰. Pire encore, cela nous appauvrit encore plus puisque, comme l'affirme la chercheuse Cristina de la Torre, « l'augmentation astronomique des prix de l'or, les exorbitantes exemptions fiscales que le gouvernement antérieur a accordé aux multinationales de la branche, la facilité avec laquelle il concéda des exploitations et la non moins attractive opportunité de laver des actifs par ce moyen, ont réveillé une fièvre qui menace de déplacer le narcotrafic vers un second lieu de l'économie illégale »¹¹. De la Torre explique qu'au cours des six dernières années, « le nombre des titres miniers a quadruplés » et, citant le journal en ligne La Silla Vacía, elle montre la dimension du saignement fiscal : « ... Le ministère des Finances et la Banque de la République évaluent à 3,5 milliards la rente que l'État a cessé de percevoir au cours de la dernière année. On peut alors se demander, si pour 2010 et 2011 alors qu'on attend une rente de 18 milliards, à combien s'évalue ce qui n'est pas payé ? »¹² Une question sensée puisque comme elle le signale un peu plus haut pour le pétrole, « la Colombie reçoit des compagnies pétrolières la rente la plus basse du monde : 8 %. De plus, ces compagnies exploitent 92 % de nos ressources pétrolières et il leur est permis de transférer l'intégralité de leurs profits »¹³. L'emploi qu'elle génère est insignifiant mais les dommages environnementaux et sociaux causés sur les territoires autochtones, afro colombiens et paysans le sont¹⁴. L'écrivain et analyste vénézuélien Arturo Uslar Pietri a baptisé avec raison le pétrole de « fumier du diable ».

Il s'agit d'une politique minière qui est déjà en train de causer de graves ravages dans les communautés, par les impacts environnementaux, économiques et sociaux qu'elle produit. Ce sont des impacts qui augurent d'être similaires à ceux causés par la violence paramilitaire pour s'appropriier les terres communautaires. Quelque chose ne fonctionne pas dans les conjectures du président Juan Manuel Santos car il est prévisible que cette politique minière augmente le nombre de déplacés. Si ce n'est que cette fois-ci, ce seront des « déplacés environnementaux » car leurs terres, données en concession pour l'exploitation minière, se convertiront en paysages lunaires, avec des eaux contaminées, des sols dévastés et une vie sylvestre réduite, comme nous l'avons déjà vu à Zaragoza (fleuve Dagua, Valle del Cauca). Diableries de Santos.

Les autochtones et le gouvernement de Santos

De façon inusitée, Juan Manuel Santos a voyagé vers la Sierra Nevada de Santa Marta¹⁵ le jour de sa prise de fonction pour son intronisation devant les mamos (prêtres autochtones). C'était un acte symbolique de reconnaissance des

autorités traditionnelles autochtones. Au cours de la cérémonie de prise de possession symbolique dans le temple de Seiyua, les mamos lui ont fait remettre un bâton de commandement et un collier de quatre pierres qui représentaient la terre dont il faut prendre soin, l'eau qu'il faut préserver comme source de vie, la nature avec laquelle il faut être en harmonie, et le bon gouvernement qui est essentiel à la vie en commun.

De nombreux Colombiens ont reçu avec approbation ce témoignage de reconnaissance des autorités autochtones et l'ont interprété comme un acte de réparation face au mépris témoigné envers les peuples autochtones par son prédécesseur Uribe¹⁶.

Les critiques ne se sont pas fait attendre. Depuis l'arrogante droite uribiste, qui s'est sentie insultée par le comportement humiliant d'un président¹⁷, jusqu'à ceux qui voyaient en cela une simple manœuvre démagogique pour se présenter face au monde comme un homme honorable, respectueux de la diversité culturelle (rappelons-nous que les corps des autochtones Awajun assassinés à Bagua étaient encore tièdes¹⁸). Tout cela va et vient, mais ce qui définitivement ne colle pas, et on n'en comprend pas non plus le propos, c'est cette critique qui utilise les termes de « fascisme de ceux d'en bas » (absurdité injurieuse inacceptable) pour qualifier cette action des mamos d'honorer le nouveau Président. Car en le faisant, les mamos auraient loué un célèbre violateur des droits de l'Homme en Colombie. Quelque chose ne fonctionne pas bien dans la tête de ces personnes, qui méprisent et offensent des leaders spirituels restant la plus grande partie de leur temps à contempler les sommets enneigés de leur montagne en invoquant Serankua pour qu'il les pardonne (aussi !) ainsi que leurs « frères mineurs » (nous)¹⁹.

Rencontre du Président Santos avec le peuple Embera

Le Président Santos et son ministre de l'Intérieur et de la Justice, Germán Vargas Lleras, ont accepté l'invitation du peuple Embera à participer le 12 octobre au deuxième Congrès de la nation Embera, convoqué par l'Organisation National Indigène de Colombie (ONIC) à El Dovio, un petit village oublié et enclavé dans les montagnes du nord du département du Valle.

Le Président s'est présenté devant une assemblée de 5 000 Emberas, venus de toutes les régions du Pacifique, comprenant une délégation du Darien panaméen, de la province de Esmeraldas en Équateur et d'autres régions du pays où ils ont émigré et se trouvent des déplacés par la faim, la violence, les conflits internes, fuyant le recrutement forcé par tous les acteurs du conflit armé ou cherchant des conditions de vie minimales pour leurs enfants. Cet endroit fût le lieu choisi par le président pour dessiner le cadre de la politique indigéniste du gouvernement. Avec beaucoup de désinvolture et en insérant dans son

allocution quelques mots en langue embera, il s'est exprimé dans des termes à la teneur suivante :

Nous avons, depuis le gouvernement, la ferme intention de sauvegarder les 102 peuples autochtones du pays... et on s'engage dans la protection des droits de l'Homme...

Nous avons la volonté d'exécuter le Décret 004 de la Cour Constitutionnelle, en incluant les Plans de Sauvegarde Ethnique, de respecter et d'accomplir la Convention 169 de l'OIT et le droit à la consultation préalable des communautés autochtones...

Ce ne sont pas des paroles dans le vent : C'est la sincère déclaration de la volonté d'un gouvernement qui croît en les autorités autochtones, les respecte et les admire !

Vous, dépositaires de la sagesse des siècles, vous avez la possibilité et aussi la responsabilité de nous aider à prendre soin de notre planète, à prendre soin de notre terre qui est le patrimoine de tous...

Que les esprits du Nord, que les esprits du Sud, de l'Est et de l'Ouest nous soient propices.

Aran bu mbum (qu'ainsi soit-il) ²⁰

L'intronisation devant les mamos de la Sierra Nevada, la présence d'un Président à un événement autochtone (pour la première fois, un 12 octobre), cette allocution devant le peuple Embera et une attitude de dialogue ont changé la perception qu'avaient de nombreux leaders autochtones du nouveau gouvernement, estimant qu'un espace de rencontre était en train de s'ouvrir, et qu'après de nombreuses années, l'État montrait de nouveau la volonté de concilier ses différends avec ses peuples autochtones.

Cette perception positive des autochtones se voit renforcée alors que le chef de l'État, bien que de façon exceptionnelle (cela ne peut être une référence pour des projets législatifs postérieurs), invite les peuples autochtones à participer à la Table de Concertation pour élaborer un Plan National de Développement 2010-2014. Début 2011, les représentants autochtones auront des réunions avec les différents ministères pour se concerter sur les idées centrales du projet de loi du Plan National de Développement qui sera présenté devant le Congrès de la République. Les autochtones auront un porte-parole devant le Congrès de la République dans les procédures d'écriture de cette loi et le gouvernement s'est engagé à appuyer la proposition autochtone jusqu'à la décision présidentielle.

« De ce qui est dit à ce qui est fait, il y a un bon bout de chemin »

L'imposante allocution du Président Santos le 12 octobre et les engagements pris devant les peuples autochtones contrastent avec les autres idées du Président Santos. Regardons quelques faits qui incitent à la prudence, ou, comme le disent les grands-pères, « *plus facile à dire qu'à faire* » :

Le Congrès Embera s'est tenu alors que simultanément se réunissaient près de 10 000 autochtones, paysans et afro colombiens à Bogotá, lors du Congrès des Peuples, un événement politique promu par l'Association des Cabildos Autochtones du Nord du Cauca (ACIN), une organisation qui s'est caractérisée par sa fervente opposition aux politiques du gouvernement uribiste. Assister au Congrès Embera signifiait alors ignorer le Congrès des Peuples. Ceci a été corroboré par le même Président Santos quand il a affirmé que son assistance au Congrès Embera obéissait 1/ à la « nécessité de changer le sens de la traditionnelle protestation autochtone du 12 octobre », 2/ d'inviter les autochtones « à faire partie intégrante et vitale et à être protagoniste de l'Unité Nationale », 3/ à établir un calendrier de discussion « pour que ne soient plus nécessaires les voies de fait » et 4/ pour « présenter les lignes de la politique indigéniste de son gouvernement », en signalant que, pour que cela prenne effet, deux commissions de minorités, l'une pour les autochtones et l'autre pour les afro colombiens, et de même deux Hauts conseils présidentiels allaient être formés.

Même si le Président Santos s'est engagé à « respecter et accomplir la Convention 169 de l'OIT et le droit à la consultation préalable », il n'a pas répondu à la demande embera de suspendre le mégaprojet minier aurifère de l'arrogante compagnie minière de Caldas, propriété de la transnationale Colombia GoldfieldsLTD, qui prétend intervenir sur plus de trente milles hectares, et qui par ses activités détruira Marmaton, l'un des villages coloniaux les plus caractéristiques de l'accord pacifique entre autochtones et noirs en Colombie. Il n'a pas non plus répondu à la question des autochtones de savoir si son gouvernement va abroger le Décret 441 de 2010, par lequel Uribe a déclaré arbitrairement inexistants les resguardos autochtones d'origine coloniale, parmi lesquels se trouvent les resguardos du peuple Embera Chamí de Riosucio (Caldas). Ou encore s'il va inclure les Entités Territoriales Autochtones dans le projet de loi organique d'aménagement territorial que va présenter le gouvernement. Il n'a pas non plus abordé le thème quand on lui a demandé s'il allait ouvrir des espaces pour la négociation politique du conflit armé, l'une des causes de la souffrance des peuples autochtones, comme l'a sagement argumenté la Cour Constitutionnelle en expédiant le Décret 004 de 2009, par lequel le gouvernement est obligé de protéger les droits fondamentaux des peuples autochtones menacés par le conflit armé. L'annonce du président selon

laquelle le programme présidentiel des Affaires Autochtones serait dirigé par l'ex-sénateur Inga Gabriel Muyuy Jacanamijoy a provoqué la stupeur de l'audience autochtone car il était attendu que cette décision soit prise lors de la Table de Concertation. Il reste flottant dans l'air que oui, l'État contribuera effectivement à la constitution des différents groupes Embera en un seul peuple. Mais, comme le dit Luis Javier Caicedo, seulement si « le parallélisme du Congrès Embera avec d'autres projets autochtones et populaires ne sera pas le commencement d'un nouveau fractionnement du mouvement autochtone ».

- Selon les données de l'Organisation Nationale Autochtones de Colombie, 110 autochtones ont été assassinés entre janvier et août 2010²¹. À partir de ce moment et jusqu'à décembre, et ce sous le gouvernement (et les promesses !) de Juan Manuel Santos de respecter les droits de l'Homme des peuples autochtones, 33 autochtones ont perdu la vie, la moitié d'entre eux par les forces armées de l'État, et plusieurs communautés ont été affectées par les 210 actions belliqueuses menées par l'État et les groupes armés dans les territoires autochtones. Les conséquences de ces incursions armées ont laissé 69 blessés, parmi lesquels 18 correspondent à des faits survenus sous le présent gouvernement. Comme le remarque l'ONIC, il est tout autant préoccupant qu'en 2010, et toujours sous l'actuel gouvernement, se poursuit le déplacement violent d'autochtones, s'élevant déjà à 1 146 personnes.
- Il reste à voir si le président Santos pourra faire entendre raison à ces secteurs punitifs qui ont été tolérés par le gouvernement précédent. Et s'il pourra contrôler les secteurs rétrogrades qui s'opposent à l'indemnisation des victimes de la violence paramilitaire, s'il promeut une loi des terres qui distribue la propriété de la terre en faveur de la paysannerie et en termine avec les grandes propriétés terriennes d'élevage, source du pouvoir rétrograde qui a imposé le développement économique et social du pays.
- En ce qui concerne les Tables de Concertation, réveillant de nombreuses attentes chez les organisations autochtones qui ont diligemment nommé leurs représentants, il n'est pas encore clair si les décisions qui se prennent dans ces espaces, obéissant aux principes du bien général et de la bonne foi, répondront à la réalité que vivent les autochtones. Même si la Table permanente de Concertation a fonctionné en rencontrant quelques obstacles, la volonté manifeste des différentes parties est de travailler à des accords. Cependant, les organisations autochtones qui font acte de présence dans ces espaces ont signalé de manière réitérée que le gouvernement a continué de présenter avec retard les projets de lois

qui devraient être soumis à une consultation préalable des peuples autochtones. Ces derniers ont été très clairs en avertissant que même s'ils dialoguaient et se concertaient avec le gouvernement, ils ne manqueraient pas de saisir la Cour Constitutionnelle pour vice de forme sur telles normes et projets de loi qui n'auraient pas été préalablement consultés par les peuples autochtones. Ils ont aussi manifesté dans les Tables de Concertation que lorsque le gouvernement ne montre pas la volonté de concerter, faisant ainsi perdre à ces espaces leur efficacité, ce qui remplacera les Tables de Concertation sera mobilisation et protestation sociale, si les circonstances le méritent.

Mais ce qui préoccupe le plus le mouvement autochtone est qu'il puisse surgir en interne des désaccords liés à une lecture, une vision des événements et des luttes revendicatives différentes, qui affecteraient les décisions à prendre sur les thèmes et contenus à traiter dans les Tables de Concertation, et surtout qui affecteraient la capacité de négociation des représentants autochtones. Ils relèvent en effet un énorme défi face à un front opposé d'intérêts divers et contraires aux peuples autochtones, représentés aussi dans la Table de Concertation. Beaucoup de dirigeants craignent que le mouvement autochtone ne sorte pas renforcer institutionnellement de ce processus, car ils sont réalistes et savent que l'ère Uribe a détruit beaucoup de ponts d'entente entre les organisations, des ponts et des communications qu'il s'agit de rétablir pour pouvoir arriver renforcé dans les instances de décisions.

- Si on laisse de côté les inconsistances du gouvernement Santos, il reste à voir si les secteurs politiques qui appuient aujourd'hui le mouvement autochtone mettront de côté leurs différences idéologiques et uniront leurs efforts pour appuyer le développement d'un mouvement autochtone de consistance multiculturelle, dans lequel se rejoignent en égalité de conditions différents secteurs et expressions sociales, culturelles et politiques. Un mouvement qui aide à dépasser l'apathie envers la politique qu'a générée l'autoritarisme de l'ère Uribe. Un mouvement qui sauve la voix des communautés et permette de reprendre les initiatives.

En guise d'épilogue

Nous ne voulons pas ici négliger un fait significatif, autant pour l'Amérique latine que pour les autochtones. Nous voulons ici parler du bien mérité prix Nobel de littérature accordé à l'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa. Le jury a

spécialement distingué sa dernière nouvelle *Le Rêve du Celte*, dans laquelle Vargas Llosa révèle comment le Celte Roger Casement s'horripile des atrocités commises par les exploitants du caoutchouc à l'encontre de la population autochtone du Putumayo au cours de la première décennie du siècle passé : mis en esclavage, mutilés, violés, dépossédés et assassinés, seuls 8 000 sur plus de 50 000 autochtones (dans leur majorité Huitoto) ont survécu parmi ceux qui ont été recrutés par la ténébreuse Maison Arana pour collecter le latex de l'hévéa. Cependant, cette indignation que ces faits réveillent en Vargas Llosa entre en contradiction avec ses idéaux politiques. En effet, sont connues ses véhémentes et âpres critiques à l'égard des autochtones amazoniens péruviens qui se sont opposés à l'entrée de compagnies péruviennes sur leurs territoires. Dans l'une de ses déplorables allocutions, à Bogotá entre autres, « *...il a prononcé ce malheureux discours dans lequel il a comparé le mouvement autochtone aux collectivismes terroristes, basés sur l'«esprit de la tribu», qui semble être «un anachronisme des plus ridicules», qui font obstacle au développement, à la civilisation et à la modernité* »²². Personne ne peut expliquer cette appréhension envers les autochtones, et encore moins envers le Pérou, un pays qu'il aspirait à gouverner. Mais peut-être nous a-t-il donné une piste quand, lors de la cérémonie de remise du prix, il a exprimé que « *s'il n'était pas passé par l'Espagne, jamais il ne serait arrivé à cette tribune, ni à être un écrivain connu...* ». Par chance, Arguedas, Vallejo, Mariátegui, Alegría ne sont plus de ce monde... pour entendre ces paroles de ce cependant formidable narrateur d'histoires et lucide écrivain qu'est Mario Vargas Llosa.

Notes

¹ Gaviria U., Alejandro, « La Corte Constitucional », ELESPECTADOR.COM, 11 décembre 2010.

² Assassinat extrajudiciaire de jeunes par la force publique, présentés comme des guérilleros tombés au combat.

³ Les « autos », ndt.

⁴ Quand Petro a été reçu par le président Santos, récemment élu, pour lui demander le dédommagement des victimes de la violence, il a été désavoué par la direction de son parti. Par la suite, Petro s'est retiré du Polo démocratique accompagné d'un groupe de dirigeants, lançant un appel à l'Alliance Sociale Indigène (ASI), aux Autorités Autochtones de Colombie (AICO), aux partis politiques des peuples Afrocolombiens ainsi qu'à d'autres forces démocratiques du pays, pour former un parti démocratique et pluraliste qui aurait une figure autochtone et noire.

⁵ À travers l'organisme responsable de la réparation des victimes du conflit armé interne, le gouvernement colombien a reconnu qu'environ 6 000 paramilitaires (15,5 % des démobilisés) ont de nouveau repris les armes : « Reincidentes en la vida criminal, amenaza para la paz », 2^e Rapport Nationale du Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR). Commission Nationale de Réparation et Réconciliation (CNRR), 15 décembre 2010.

⁶ <http://www.elespectador.com/opinion/editorial/articulo-245079-el-nefasto-legado-de-auc>.

⁷Pour mentionner un seul exemple, la Contraloría a identifié cinq possibles préjudices fiscaux liés à la liquidation de la rente par la Drummond. Pour exploiter le nickel, cette entreprise a reçu des bénéfices fiscaux de 920 milles millions de pesos entre 1995 et 2007. Sur cette même période, elle n'a payé pour la rente que 283 milles millions de pesos.

⁸ Organe de contrôle fiscal de l'État (ndt).

⁹ Citée par Daniel Samper Pizano : « La manzana envenenada », *El Tiempo*, p. 11, Bogotá, 24 octobre 2010.

¹⁰ *Ibidem*.

¹¹ De la Torre, Cristina : « Alma de esclavos ». *El espectador.com*, 18 octobre 2010.

¹² *Ibidem*.

¹³ *Ibidem*.

¹⁴ Voir l'article de Juan Gossaín, « Sancocho de ácido, carbón y mercurio... », Carthagène des Indes, décembre 2010, *El tiempo.com*.

¹⁵ Territoire traditionnel de quatre peuples autochtones : Aruakos, Koguis, Arsarios et Kankuamos.

¹⁶ Les peuples autochtones avaient répudié l'état d'esprit anti-autochtone des politiques d'Uribe (« pas un mètre de terre de plus pour les autochtones »..., « les autochtones sont les véritables propriétaires de la terre du pays »), et parce qu'il a aussi été parmi les peu nombreux mandataires à s'être abstenu de signer la déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Ils ont aussi protesté par des manifestations massives contre les lois qui affectent la vie et les territoires des peuples autochtones et afrocolombiens. Enfin, la Cour Constitutionnelle a rejeté la loi forestière et le statut rural pour ne pas avoir consulté les peuples autochtones et afrocolombiens. Postérieurement, il s'est vu obligé face à la pression internationale de lever le veto sur la déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, non sans d'avance poser une série de conditions.

¹⁷ Quelqu'un a insinué qu'il n'eut plus manqué que Juan Manuel Santos eu lavé et baisé les pieds des *mamos*.

¹⁸ Ce fait a placé en mauvaise posture face au monde le président Alan García, autre promoteur de l'exploitation à outrance de la mine comme voie pour le développement.

¹⁹ Rozental, Manuel : « Fascismo de la otra Unidad Latinoamericana: Los de abajo y la Gran Alianza », *América Latina en Movimiento*, ALAI, 13/08/2010, www.nasaacin.org, 26/08/2010. (ndt)

²⁰ Ces notes en référence au II Congrès de la nation Embera sont extraites des commentaires que Luis Javier Caicedo a faite lors de cet événement (aide juridique des Embera Chamí de Caldas) et du manuscrit inédit d'Aquileo Yagari, gouverneur du *resguardo* autochtone embera chamí KarmataRua (Cristian'ia), sur ce même événement, *El Dovia*, 14 octobre 2010.

²¹ Le peuple Nasa est le peuple le plus affecté avec 45 assassinats. Suivent dans l'ordre le peuple Awá avec 25 assassinats, le peuple Zenú avec 18, le peuple Wayuu avec 14, le peuple Sikuaní avec 6 et le peuple Embera avec 2.

²² Rodríguez Garavito, César, « Los indígenas de Vargas Llosa », *Elespectador.com*, 17/12/2010.

Efraín Jaramillo est anthropologue et membre du Groupe de Travail Jenzerá.

Source: IWGIA, *El Mundo Indígena 2011*
Traduction par Nadège Mazars, membre du
réseau des experts l'Amérique latine du GITPA

